COMMUNICATIONS DE MADAME LA MAIRE

Hommage à M Daniel JANSSENS

Nous avons appris hier le décès de Daniel Janssens, maire de Wambrechies de 1994 à 2020 et ancien vice-président à la MEL. Cette nouvelle a attristé de nombreux Wambrechitains, mais aussi celles et ceux qui ont travaillé avec lui.

J'ai été sa collègue maire d'une commune voisine au précédent mandat. J'ai apprécié pouvoir compter sur son écoute, ses conseils, son soutien dans une réelle relation de coopération et de solidarité territoriale, accessible et cordiale.

Dans cet état d'esprit, Daniel Janssens, également Vice-président à la MEL en charge des Transports publics était un allié précieux pour notre territoire et la défense de la ligne Comines-Lille. Sous sa vice-présidence, la MEL et la Région Hauts de France ont décidé et cofinancé une étude sur le devenir de cette ligne de transport structurant.

Daniel Janssens portait une vision d'avenir pour la MEL sur ce dossier. Et avec lui, l'unanimité des maires des communes concernées par cette ancienne ligne TER avaient validé en septembre 2019, l'option du prolongement jusqu'à Comines de la ligne de tramway du SDIT prévue jusqu'à Wambrechies. L'intérêt qu'il portait au dossier, sa compréhension des enjeux du territoire et son soutien faisaient alors la différence.

Je salue ce soir la mémoire d'un homme loyal, dévoué et engagé dans ses fonctions et responsabilités respectives, pour sa ville et ses habitants, mais aussi très à l'écoute pour l'intercommunalité et œuvrant à l'intérêt général.

J'adresse mes très sincères condoléances à sa famille, ses proches et ami-es.

(Minute de silence)

MOYENS GÉNÉRAUX – FINANCES :

Marchés publics

- Adhésion au groupement de commande pour l'achat de papier pour la reprographie et l'impression - Lancement du marché par le SIVOM - Publication le 06 décembre 2023 - Date limite de remise des offres - 10 janvier 2024 - 16 heures
- Notification le 02 février 2024 à la société SODINOR pour le lot n° 1 - fourniture de papier reprographie - montant annuel estimé à 2 000 € H.T. pour une durée d'un an reconductible 3 fois

PATRIMOINE COMMUNAL – EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Sporti'Val

La salle de sports Sporti'Val est un équipement dans lequel de nombreux dysfonctionnements génèrent à minima de l'inconfort voire, lors d'épisodes de températures très basses, une impossibilité de maintenir une température minimale adaptée.

Les services et élus concernés s'attachent à régler ces dysfonctionnements qui résultent en partie de mauvais choix à la conception de l'équipement.

Nos équipes techniques ont effectué des travaux d'isolation des parois des coursives à l'accès peu aisé (un platelage a dû être réalisé). Un suivi très régulier et une analyse des problématiques demandé au prestataire de maintenance des installations de chauffage de la Ville (Dalkia) a permis enfin de définir des axes d'amélioration, notamment sur le fonctionnement des PAC – pompes à chaleur.

Une étude est en cours afin de trouver des moyens adéquats pour limiter la surchauffe estivale de la salle

Le Château

Les travaux d'insonorisation de la salle du rez-de-chaussée sont terminés. L'objectif d'améliorer significativement le confort acoustique de la salle est atteint pour la plus grande satisfaction des nombreux utilisateurs. Ceux-ci apprécient aussi l'esthétique des choix faits parfaitement intégrés au cachet de ce salon de réception.

Des éclairages Leds ont remplacé les anciens. Le changement de fenêtres a également amélioré le confort thermique mais aussi acoustique de la salle.

Confort thermique + confort acoustique + efficacité énergétique = satisfaction partagée

Éclairage public - Travaux de relampage en cours

Les travaux de relampage de 581 points d'éclairage public ont commencé le 19 février. Il s'agit de la dernière tranche de travaux avant de disposer d'un parc d'éclairage public à 100 % Leds. Fin des travaux au plus tard semaine 18 (fin avril – début mai).

Un dispositif innovant sur les berges

Parmi les voies concernées par cette phase de relampage, soulignons le dispositif innovant mis en place sur les berges de la Deûle, en centre-ville. Ces lampadaires du chemin de halage ont tous été changés : nouveaux mâts équipés de Leds à variation de puissance sur détection. Aux horaires de fonctionnement, l'ampoule diffuse en continu en mode veille à 20 % de sa puissance. Lorsqu'un passage est détecté, l'éclairage augmente à 70 % de sa puissance durant 40 secondes.

Cette réalisation s'inscrit dans le projet de création d'une trame noire qui a été mené au niveau de la MEL sur l'impact de la pollution lumineuse dans la métropole avec un focus particulier sur les berges de la Deûle, identifiée comme voie de circulation des espèces et de continuité majeure dans le réseau hydrographique régional jusqu'à la Mer du Nord. . Ce nouvel éclairage public mis en place sur les berges permet de concilier le confort des usagers, le respect de la biodiversité et la réduction des consommations.

Valorisation de CEE – certificats d'économie d'énergie

La Ville a activé un dispositif permettant de bénéficier gratuitement de la fourniture et de l'installation de housses d'isolation sur des réseaux de chauffage dans des locaux municipaux : dans les restaurants scolaires Éventail, Foch et St Vincent, à l'école J Ferry, Festi'Val, aux vestiaires du club de football et à l'église. Des travaux d'une valeur de 3 800 € TTC pour lesquels la Ville n'a rien eu à payer.

ESPACES PUBLICS

Parc Mahieux

Les travaux de la seconde phase d'aménagement du parc sont quasiment finalisés (plantations, création de noues et cheminements). Il reste à mettre en œuvre principalement :

- La pose de nouvelles clôtures et portails en ferronnerie (rue St Vincent et rue du Tonnelier) et les plantations associées,-
- La pose de 15 plaques d'arboretum au pied des beaux spécimens d'arbres matures pour faire connaître leurs noms

Square St Michel

L'aménagement est lui aussi quasiment finalisé : la plantation des arbustes et végétaux structurants est terminé. Le mobilier a été posé.

ENFANCE / JEUNESSE

Ouverture/fermeture d'une classe

M. le DASEN – Directeur académique des services de l'Éducation nationale du Nord a notifié à la commune sa décision de supprimer une classe à l'école Jean Macé et d'en ouvrir une à l'école Jules Ferry.

Si nous nous réjouissons de l'ouverture d'une classe dans une école, nous regrettons la fermeture d'une classe dans une autre.

Il est simplement question d'effectifs qui fluctuent d'un cycle à l'autre. Les arguments transmis aux autorités académiques en faveur du maintien de la classe à Jean Macé, n'ont pas porté cette année.

Il me faut cependant rappeler que nous avons pu bénéficier de l'annulation d'une fermeture de classe dans cette même école aux rentrées 2021 et 2022.

M. le DASEN nous confirme qu'il sera attentif à l'évolution des inscriptions avant les vacances d'été et qu'un comptage des effectifs sera effectué le jour de la rentrée afin d'adapter si nécessaire, la structure pédagogique au nombre d'élèves scolarisés.

Jobs d'été

20 candidatures ont été reçues : 8 filles et 12 garçons

Les entretiens de recrutement sont en cours.

Au total, 4 jeunes seront recrutés pour les services techniques et 4 pour le service de la restauration.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Mme Ellen Acquette avait pris ses fonctions au poste de responsable du pôle administration générale le 8 mars 2019. 5 années plus tard, elle part s'installer dans une autre région et a quitté ce jour notre collectivité.

Au nom du Conseil municipal, je remercie Mme Acquette pour son engagement et son implication au sein de notre collectivité et je lui souhaite de s'épanouir dans ce nouveau chapitre personnel et professionnel.

C'est Mme Caroline Marin, jusqu'à présent responsable adjointe du pôle, qui prend la relève et succède à Mme Acquette. Un recrutement est en cours pour compenser le départ d'un agent dans ce service. Ce recrutement porte sur les missions de coordination enfance, jeunesse et affaires scolaires.

Bureaux de vote :

L'arrivée de nouveaux habitants à l'Ange gardien a nécessité de mener une réflexion sur la répartition des électeurs au sein des 5 bureaux de vote existants.

A noter que le nombre d'électeurs ne nécessite pas pour le moment de créer un bureau de vote supplémentaire (1 bureau de vote pour environ 1 000 électeurs) mais un simple rééquilibrage.

Aussi, il a été décidé que les nouveaux électeurs domiciliés dans la phase 2 de l'Ange gardien seraient rattachés au bureau de vote n°3 (en mairie) tout comme ceux domiciliés dans la 1ère phase.

Toutefois, afin de ne pas surcharger ce bureau du centre, les électeurs du quartier des Floriades jusqu'à présent rattachés à ce bureau n°3 le seront, dès le scrutin du 9 juin 2024, au bureau n°4 à Sporti'Val. Ce bureau est d'ailleurs plus proche pour les habitants du quartier.

Un courrier d'information sera adressé à tous les électeurs concernés par ce changement.

HABITAT - LOGEMENT

Taux de logements locatifs sociaux notifiés au 1^{er} janvier 2024 :

Au 1^{er} janvier 2024, la Préfecture nous a notifié le décompte de logements locatifs sociaux – LLS - sur la commune évalué chaque année dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de l'article 55 de la loi SRU.

Avec 578 LLS pour 2 721 résidences principales, ce taux s'établit à 21,24 %.

Aussi, ayant dépassé pour la 1ère année le taux de 20 %, notre commune ne sera pas prélevée de pénalité car elle remplit, la double condition d'exonération du prélèvement :

- un taux de logements locatifs sociaux supérieur à 20%
- ville éligible à la part cible de la Dotation de Solidarité Rurale.

Elle reste cependant concernée par le dispositif car elle n'atteint pas 25% de LLS au sein de ses résidences principales. Pour info, à ce stade et en fonction du nombre actuel de résidences principales, il manque 102 LLS pour atteindre ce taux légal.

Il est à noter que la DGFIP Direction des Finances Publiques n'ayant pas été en mesure de communiquer les données sur les résidences principales au 1er janvier 2023, ce sont les données fiables à la date du 1^{er} janvier 2022 qui ont été utilisées pour l'inventaire.

Aussi, si les nouveaux LLS ont bien été comptabilisés, les autres nouveaux logements hors LLS ne l'ont pas été. Le taux de LLS devrait être légèrement inférieur.

Nouveaux programmes immobiliers

Démarrage des travaux des programmes immobiliers au 14 rue Mermoz et au 18 b rue de Verlinghem, qui comportent respectivement 31 et 20 logements soit 51 appartements dont 14 logements locatifs sociaux.

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Troquet

La procédure en vue de la désignation du futur gestionnaire de l'établissement est en cours.

4 dossiers complets et recevables ont été déposés avant la clôture de l'appel à candidatures fixée au lundi 4 mars à 14 h.

Le comité de sélection a analysé et évalué ces 4 dossiers sur la base des critères détaillés dans le cahier des charges et qui prévoyait également la présélection de 3 candidatures avant convocation à un entretien en présentiel avec le jury.

3 porteurs de projet seront donc prochainement auditionnés par un comité composé d'élu-es et auquel des personnes qualifiées ont été conviées (MEL – développement économique / Chambre des métiers et de l'artisanat / CCI Grand Lille).

Rappel : la désignation du prochain délégataire est prévue semaine 17.

Après « le moderne », bientôt place à « l'Inédit » !

Il faut souvent plusieurs mois de maturation et de démarches pour voir aboutir un projet de reprise de commerce et de création d'entreprise. Et, c'est toujours une bonne nouvelle pour une ville et ses habitants quand le projet se concrétise.

Anne Rapez, Quesnoysienne, se lance dans une belle entreprise avec la reprise du Moderne qui deviendra l'Inédit, un bar-épicerie (sans gluten, essentiellement), dans une approche conviviale avec des tournois de jeux, des soirées événements autour de manifestations sportives etc.

Les démarches sont en cours afin d'être point FdJ (Française des jeux) et PMU.

De l'ambition, de la motivation, du travail comme carburant à un beau projet avec une ouverture espérée en juin.

DONS À LA VILLE

Communications dans le cadre de la délégation de pouvoir prévue par l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (Délibération n°2020-0020 du 28 mai 2020) :

L'association QEvent a fait un don de 2 000 € à la commune pour participer aux travaux de rénovation de l'église Saint Michel, dans laquelle l'association a organisé 2 spectacles : du Gospel en 2022 et un récital du chanteur Yves DUTEIL en octobre 2023.

La caisse locale du Crédit agricole a fait don à la ville de 800 € pour l'organisation de Terroir en fête.

LES PRINCIPAUX RENDEZ-VOUS MUNICIPAUX ET/OU ASSOCIATIFS

Vendredi 5 avril – 18h30 : Conférence de Roger LEFEBVRE, Maire honoraire sur le thème "1958 : la naissance de la 5ème république"

Samedi 6 avril – de 7h00 à 14h00 : Vide-greniers de la Gare organisé par l'association de la gare, en partenariat avec la municipalité. (Place de la gare, rues de la gare, d'Ypres, de la gendarmerie, Charcot et Pierre Curie)

Dimanche 7 avril – 15h00 : Concert de printemps de la chorale Baladissimo avec la participation de l'ensemble vocal Arpèges de Linselles à la salle Festi'Val

Samedi 13 avril – 14h30 à 17h30 : la ville organise son « Troc aux plantes » à la halte nautique.

Dimanche 14 avril – 16h30 : Concert de Printemps de la Philharmonie à la salle Festi'Val

Mercredi 17 et jeudi 18 avril – de 19h à 23h30 : 2 soirées Lalala organisées par l'association QEvent à la salle Festi'Val

Samedi 20 avril – à partir de 9h00 - Bourse aux vêtements organisée par l'association Familiale à la salle Festi'Val

Samedi 20 avril – de 17h00 à 19h00 – Sensibilisation autour des thématiques du spectacle « Les voies de la liberté » suivi d'un atelier de pratique théâtrale par le Fil et la Guinde à la médiathèque des Étreindelles .

Mardi 23 avril - 19h - Festival Bruits de printemps organisé par le Fil et la guinde – Spectacle « les voies de la liberté » de la Compagnie « Avec vue sur la mer » à la salle Festi'Val

Mercredi 24 avril – 15h00 : Spectacle enfants proposé par l'OMACL à la salle Festi'Val

Samedi 27 et dimanche 28 avril – de 10h00 à 19h00 : Festival de jeux de société Pirates ludiques organisé par l'association Deûle en jeux à la salle Festi'Val

Mercredi 8 mai - 11h00 - commémoration de l'armistice du 8 mai 1945

Samedi 11 mai - Collecte de sang par l'Association de don du sang à la salle Festi'Val :

Vendredi 24 mai - 18h30 : Cérémonie de remise des médailles du travail

**La date retenue pour la prochaine séance de Conseil municipal :
23 mai 2024 à 20h00**

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 8 FÉVRIER 2024

Il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer sur le procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal du jeudi 8 février 2024.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'Unanimité, APPROUVE.

COMPTE DE GESTION DU RECEVEUR MUNICIPAL – AFFECTATION DÉFINITIVE DES RÉSULTATS – COMPTE ADMINISTRATIF – ANNÉE 2023

(VOIR ANNEXES)

Lors du vote du compte administratif Nombre de membres en exercice ☐ Nombre de membres présents ☐ Nombre de suffrages exprimés ☐ Votes Contre ☐ Pour ☐	COMMUNE DE QUESNOY-SUR-DEÛLE DELIBERATION Du 28 mars 2024 SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF SUR LE COMPTE DE GESTION SUR L'AFFECTATION DES RESULTATS	Lors du vote du compte de gestion et de l'affectation des résultats Nombre de membres en exercice ☐ Nombre de membres présents ☐ Nombre de suffrages exprimés ☐ Votes Contre ☐ Pour ☐ Date de la convocation : Vendredi 22 mars 2024 Séance du 28 mars 2024 à 20 heures 00
--	--	--

Le Conseil Municipal réuni :

Sous la présidence de Madame Rose-Marie HALLYNCK, après s'être fait présenter le compte de gestion dressé par le comptable, visé et certifié par l'ordonnateur comme étant conforme aux écritures de la comptabilité administrative,

Sous la présidence (1) de Madame Béatrice PROUVOST, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2023, après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

1° Lui donne acte de la présentation du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi:

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
Résultats reportés		4 112 910,86 €	1 291 315,91 €		1 291 315,91 €	4 112 910,86 €
Part affectée à investissement		1 596 285,10 €			0,00 €	1 596 285,10 €
Opérations de l'exercice	5 640 650,41 €	6 211 271,60 €	1 332 023,44 €	2 387 077,38 €	6 972 673,85 €	8 598 348,98 €
Totaux	5 640 650,41 €	8 727 897,36 €	2 623 339,35 €	2 387 077,38 €	8 263 989,76 €	11 114 974,74 €
Résultat de clôture		3 087 246,95 €	236 261,97 €			2 850 984,98 €
Besoin de financement			236 261,97 €			
Excédent de financement						
Restes à réaliser DEPENSES			876 517,09 €			
Restes à réaliser RECETTES			331 442,77 €			
Besoin total de financement			781 336,29 €			
Excédent total de financement						

2° Constate la identité de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes, et en conséquence, déclare que le compte de gestion dressé par le comptable n'appelle de sa part ni observation ni réserve.

3° acte la communication dans le compte administratif du tableau récapitulant les actions de formation des élus financés par la collectivité et la tenue du débat sur ce sujet, conformément à l'article L.2123-12 du Code des Collectivités Territoriales

4° Approuve en dehors de la présence de Madame Rose-Marie Hallynck, Maire, le compte administratif 2023,

5° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser,

6° Arrête les résultats tels qu'indiqués ci-dessus en euros,

7° Décide d'affecter comme suit l'excédent de fonctionnement

781 336,29 €	au compte 1068 (recette d'investissement)
2 305 910,86 €	au compte 002 (excédent de fonctionnement reporté)

Ont signé au registre des délibérations Madame Béatrice PROUVOST et Madame Rose-Marie HALLYNCK

Pour expédition conforme,
La Présidente (lors du vote du compte administratif),
Béatrice PROUVOST

La Présidente (lors du vote du compte de gestion et de l'affectation des résultats),

(1) Le Maire ne doit pas présider la séance au cours de laquelle est débattu le compte administratif et il ne doit pas participer au vote.

(2) En fonction des données communiquées par le comptable

FIXATION DU TAUX DES TAXES DES CONTRIBUTIONS

Madame Béatrice PROUVOST, Adjointe aux Finances et à la culture, informe le Conseil municipal qu'en application de l'article 1639 A du code général des impôts, les collectivités locales font connaître aux services fiscaux, avant le 15 avril, les décisions relatives aux taux des impositions directes perçues à leur profit pour permettre leur recouvrement dans l'année.

Depuis la réforme de la fiscalité locale qui a consacré la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, le panier des recettes fiscales de la Ville est composé :

- de la taxe foncière sur les propriétés bâties ;
- de la taxe d'habitation réduite aux seules résidences secondaires ;
- et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Il est précisé qu'à partir de 2023 et après trois années de gel sur son niveau de 2019, le taux de taxe d'habitation, qui s'applique désormais aux seules résidences secondaires, peut de nouveau varier. Cette variation ne peut être supérieure à la variation du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties.

En conséquence, Madame Béatrice PROUVOST, Adjointe aux finances et à la culture, après avis favorable de la commission « Moyens généraux » réunie le 19 mars 2024, propose au conseil municipal de se prononcer sur le maintien des taux des taxes des contributions, comme suit :

- Taxe foncière (bâti) : 41,33 % (*taux de la part communale inchangé depuis 2010*)
- Taxe foncière (non bâti) : 65,71 % (*taux inchangé depuis 2010*)
- Taxe d'habitation : 26,31 % (*taux inchangé depuis 2010*)

Après en avoir délibéré, à l'Unanimité, le conseil municipal, ADOPTE.

AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET CRÉDITS DE PAIEMENT (AC/CP) – 2022AP01 ET 2023AP06

Madame Béatrice PROUVOST, Adjointe aux finances et à la culture informe le Conseil municipale, que les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme. Le budget de l'année N ne tient compte que des CP de l'année.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face (FCTVA, subventions, autofinancement, emprunt). La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Elles sont votées par le Conseil Municipal, par délibérations distinctes, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives :

- la délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement. Dès cette délibération, l'exécution peut commencer (signature d'un marché par exemple).
- les crédits de paiement non utilisés une année doivent être repris l'année suivante par délibération du Conseil Municipal au moment de la présentation du bilan annuel d'exécution des AP/CP.
- toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération.

Le suivi des AP/CP est également retracé dans une annexe à chaque étape budgétaire (budget primitif, décisions modificatives, compte administratif).

En début d'exercice budgétaire, les dépenses d'investissement rattachées à une autorisation de programme peuvent être liquidées et mandatées par Madame la Maire jusqu'au vote du budget (dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme).

Il est proposé d'ouvrir les AP/CP pour les opérations suivantes, financées par des subventions et de l'autofinancement, de la manière suivante :

2022AP01 : Travaux de construction d'une salle multisport à dominante badminton

N° AP	Libellé	Montant AP	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027
2022AP01	Construction d'une salle multisport à dominante badminton	5 218 388,40	180 000,00	1 038 388,40	2 000 000,00	2 000 000,00

2023AP06 : Travaux de rénovation énergétique et patrimoniale de l'hôtel de Ville

N° AP	Libellé	Montant AP	CP 2024	CP 2025	CP 2026
2023AP06	Rénovation énergétique et patrimoniale de l'hôtel de Ville	2 240 139,03	790 341,16	1 200 000,00	249 797,87

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir entendu l'exposé de Madame PROUVOST, à l'Unanimité :

VU les articles 123LL-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

VU l'article 1263-8 du code des juridictions financières partant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

VU le décret 97-L75 du 20 février L997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

VU l'instruction codificatrice M57,

- DÉCIDE d'ouvrir les autorisations de programmes et crédits de paiement 2022AP01 et 2023AP06
- AUTORISE Madame la Maire à liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement de l'exercice 2024

BUDGET PRIMITIF 2024

Sur proposition de Madame la Maire, et à la suite de l'étude faite par la commission « Moyens généraux » en date du 19 mars 2024, le Conseil municipal, après avoir entendu la lecture du budget primitif 2024, ainsi que les différentes explications de Madame Béatrice PROUVOST, Adjointe aux finances et à la culture, et après en avoir délibéré, à la Majorité par 24 voix pour et 5 abstentions, arrête le budget primitif 2024 pour la commune comme suit :

BUDGET PRINCIPAL

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

- Dépenses : 8 618 609,69 €
- Recettes : 8 618 609,69 €

SECTION D'INVESTISSEMENT :

- Dépenses : 4 842 053,46 €
- Recettes : 4 842 053,46 €

SÉJOUR ÉTÉ ADOS – ORGANISATION ET TARIFS

Monsieur Samuel OLIVIER, Adjoint à l'enfance et la jeunesse, après avis favorable de la commission « jeunes générations » réunie le 15 mars 2024, propose d'organiser cet été pour les jeunes Quesnoysiens âgés de 11 à 17 ans, un

séjour vacances sur le principe des « colos apprenantes » : il s'agit d'un séjour immersif en *anglais*, proposée par la société Enjoy immersive english.

« Les colos apprenantes poursuivent un objectif éducatif, permettant aux participants d'acquérir ou de consolider des connaissances et des compétences, par des démarches et des méthodes d'éducation populaire, assurant ainsi un haut niveau de qualité éducative.

Elles contribuent aussi par la découverte de territoires et d'activités proposées dans un cadre sécurisé, au partage des valeurs de tolérance et de laïcité ».

Les appels à projets 2024 pour les « colos apprenantes » et les « Vacances pour tous », ont été lancés conjointement par le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale et la Préfète Déléguée pour l'Égalité des Chances.

Ces colos sont destinées aux jeunes de 3 à 17 ans et sont prioritairement destinées aux jeunes en situation de décrochage scolaire, aux enfants placés auprès de l'ASE, à ceux des quartiers de politique de la ville, ainsi qu'au public dont le quotient familial est inférieur à 1 500 euros.

Néanmoins, la mixité sociale est vivement encouragée dans le cadre de ce dispositif. Aussi, tous les jeunes peuvent s'y inscrire.

Cette semaine de colo apprenante se déroulera du 18 au 23 août 2024 sur le site de : *Le Robillard*, lycée horticole de Normandie.

La commune, qui propose par ailleurs des Accueils Collectifs de Mineurs (ACM) aux plus jeunes, a décidé de participer au financement de ces colos apprenantes par le biais d'un conventionnement avec l'État (DRAJES) pour un effectif de 15 places, proposées aux 11 – 17 ans.

Le coût de ce séjour est de 680 euros par enfant et pour 5 jours, hors transport.

Il propose au conseil municipal d'adopter pour ce séjour, les tarifs suivants :

TRANCHES	QUOTIENT FAMILIAL	FORFAIT
Tranche 1	De 0 à 799 €	200
Tranche 2	De 800 à 1499 €	250
Tranche 3	Au delà de 1500 €	300
Extérieurs		350

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'Unanimité, ADOPTE.

CRÉATION D'UN DISPOSITIF MUNICIPAL D'AIDE A L'ACHAT D'UN RÉCUPÉRATEUR D'EAU DE PLUIE

Dans le cadre de son engagement en faveur de la transition écologique, la Ville souhaite inciter et aider les habitants à s'équiper d'un récupérateur d'eau de pluie, en créant un dispositif d'aide financière à l'achat d'un tel équipement.

Le montant de cette aide s'élèvera à 50 % du coût global de l'équipement (cuves de collecte d'eaux pluviales de toitures, aériennes ou enterrées avec leurs accessoires de raccordement) plafonnée à 100 € et limitée à une aide par foyer.

L'obtention de cette aide est conditionnée au dépôt d'un dossier de demande constitué de :

- le formulaire de demande de subvention complété
- la charte d'engagement signée
- une copie de la pièce d'identité du demandeur
- un relevé d'identité bancaire – RIB
- un justificatif de domicile de moins de 3 mois
- la copie de la facture détaillée, acquittée du récupérateur d'eau et datant de moins de 3 mois.

Ce dispositif est mis en place pour une durée d'un an à compter du 1^{er} avril 2024 jusqu'au 31 mars 2025.

Un projet de règlement et de charte relatifs à ce nouveau dispositif sont annexés à la présente délibération.

Ceci étant exposé, et après avis favorable de la commission « Qualité de ville » réunie le 18 mars 2024, Madame la Maire propose au Conseil municipal :

- d'instaurer le dispositif d'aide à l'acquisition de récupérateur d'eau de pluie à compter du 1^{er} avril 2024 pour une durée d'un an selon les modalités définies ci-dessus
- de fixer une enveloppe budgétaire de 5 000 € pour l'année du dispositif
- dit que dit que les crédits sont inscrits au budget primitif 2024 – compte aides 65134.

Le Conseil municipal, à l'Unanimité, ADOPTE

CONSTRUCTION D'UNE SALLE MULTISPORTS A DOMINANTE BADMINTON – LANCEMENT D'UN CONCOURS DE MAITRISE D'OEUVRE

Monsieur Frédéric Baron, Adjoint aux bâtiments et équipements publics et au numérique, rappelle au Conseil municipal que la commune a fait réaliser une étude de capacité pour l'implantation d'une salle multisports à dominante badminton sur le foncier communal autour de la salle Festi'Val.

Les conclusions de cette étude ont été étudiées lors d'une séance de travail du Conseil municipal en date du 28 février 2023. Le choix des élus au cours de cette séance, s'est porté sur le scénario d'une salle d'une capacité de 9 terrains de badminton implanté au Nord de la salle Festival.

Le projet a également été présenté au club concerné et à sa fédération.

Afin d'optimiser au mieux l'investissement de ce nouvel équipement, il s'est avéré opportun de le mutualiser avec la possibilité de pratiquer d'autres sports.

Les autres sports qui pourront être praticables dans la salle sont le basket, le hand-ball, le volley et des sports au sol de type gym, danse, fitness, ect...

Ce programme intègrera donc :

- 9 terrains de badminton
- le marquage pour d'autres sports collectifs
- des locaux de stockage de matériels sportifs
- des vestiaires et toilettes
- un espace de convivialité ouvert
- un espace permettant de déployer des gradins
- des locaux techniques et de ménage
- une toiture et charpente pouvant supporter des panneaux solaires

Le coût prévisionnel de l'opération se décompose comme suit :

- Coût des travaux et aménagements : 3 606 000.00 € HT
- Prestations intellectuelles
(Maîtrise d'œuvre, contrôle technique,
Coordination SPS, études géotechniques, etc) : 562 000.00 € HT
- Autre frais, concours, aléas, actualisation des prix : 180 657.00 € HT

Compte tenu du montant prévisionnel du projet, le maître d'œuvre de l'opération doit être désigné sur la base d'une procédure formalisée sous la forme d'un concours restreint avec niveau de prestation « esquisse + »

Un jury composé conformément aux articles R 2162-17, R 2162-22, R 2162-24 du Code de la commande publique sera mis en place. Outre la commission d'appel d'offres qui sera membre de ce jury, celui-ci comprendra au moins un tiers de personnes disposant de la même qualification ou d'une qualification équivalente à celle qui sera exigée des candidats pour participer au concours. L'ensemble de ces membres auront une voix délibérative.

Les membres libéraux appelés à participer au jury de concours de maîtrise d'œuvre seront indemnisés dans les conditions prévues par la commune.

En conséquence, Monsieur Frédéric Baron, Adjoint aux bâtiments et équipements publics et au numérique, après avis favorable de la commission « Qualité de ville » réunie le 18 mars 2024, propose au conseil municipal :

1 : d'approuver le programme du nouvel équipement sportif à dominante badminton dont l'enveloppe prévisionnelle des travaux s'élève à 3 606 000.00 € HT et selon le descriptif ci-dessus.

2 : d'autoriser l'organisation d'un concours restreint avec niveau de prestations « esquisse+ » en vue de sélectionner un projet. Ce concours sera suivi de l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre en vertu de l'article R 2122-6 du code de la commande publique pour la construction d'une salle multisports à dominante badminton

3 : de fixer à trois le nombre maximum de candidats admis à concourir, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats répondant aux critères de sélection des candidatures.

4 : de fixer la prime à 19 000 € HT pour chacun des trois participants au concours retenus sur proposition du jury, ayant remis des prestations conformes aux conditions prévues dans le règlement au concours. Ce montant pourra être réduit si les prestations demandées n'auraient pas été fournies ou ne sont pas conformes à la demande.

5 : de prévoir la prise en charge des vacations et frais de déplacements des membres libéraux du jury à hauteur de 300 €.

6 : d'autoriser Madame la Maire à solliciter toutes formes d'aide financière pour le financement de ce projet.

7 : d'autoriser Madame la Maire à signer tous les documents relatifs au concours de maîtrise d'œuvre.

8 : l'ensemble de ces dépenses seront imputées sur les crédits prévus au budget 2024 et suivants dans le cadre de l'autorisation de programme affectée à cet effet.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'Unanimité, APPROUVE.

DEMANDE DE SUBVENTION AU FONDS DE CONCOURS « TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET BAS CARBONE » DE LA MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE POUR LA TOITURE SOLAIRE D'UN COURT DE TENNIS COUVERT

Monsieur Frédéric BARON, adjoint aux bâtiments et équipements publics et au numérique, expose au Conseil municipal que dans le cadre de son Plan Climat Air Énergie (PCAET), la Métropole Européenne de Lille s'engage à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 en :

- réduisant de 45 % les émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990
- diminuant la consommation d'énergie du territoire de 16 % entre 2015 et 2030
- multipliant par 2,3 la production d'énergies renouvelables et de récupération en 2016 et 2030.

Dans ce cadre, la MEL accompagne des communes vers la rénovation durable de leur patrimoine, avec :

- le dispositif Conseiller en énergie partagé auquel notre commune adhère depuis 2017
- le dispositif de valorisation des CEE – Certificat d'économie d'énergie auquel notre commune adhère depuis décembre 2018

Dans le cadre de son projet de résilience et d'amélioration de la performance énergétique de son patrimoine, la commune a mené des travaux sur ses équipements avec le relampage d'éclairage des terrains de football et de tennis et l'installation de panneaux solaires en auto-consommation individuelle sur la salle Festi'Val.

La présente délibération vise à solliciter des subventions pour la mise en œuvre d'une centrale solaire en autoconsommation en toiture d'un court de tennis couvert qui doit être refaite. Ces travaux conduiront notamment :

- au renforcement de la charpente nécessaire à la pose des panneaux solaires, pour une puissance de 43 Kwc
- à la mise en œuvre des panneaux solaires en toiture (sur imposition),
- à la mise en œuvre des équipements électriques connexes à l'installation solaire (onduleurs, coffrets de coupure...)
- à la mise en œuvre des éléments permettant le suivi des installations (production/consommation)
- à l'adaptation des équipements de distribution électriques (TGBT, compteur...)
- à la mise en œuvre d'un affichage pédagogique permettant d'indiquer l'économie de CO2 et d'énergie générée par l'installation.

Le montant de ces travaux a été estimé à 156 700 € HT soit 188 040 € TTC ;

Pour la réalisation de ces travaux, la commune va solliciter le fonds de concours « transition énergétique et bas carbone » de la MEL qui peut subventionner en fonction de l'éligibilité des différents postes de dépenses jusqu'à 40 % de la dépense hors taxe.

En conséquence, Monsieur Frédéric BARON, adjoint aux bâtiments et équipements publics et au numérique, après avis favorable de la commission « qualité de ville » réunie en date du 18 mars 2024, propose au Conseil municipal :

- de donner son accord pour la mise en œuvre des travaux décrits ci-dessus pour les montants précisés dans la présente délibération,
- d'autoriser Madame la Maire à solliciter la subvention à la MEL dans le cadre du fonds de concours « transition énergétique et bas carbone ». La MEL nous fera connaître, après analyse du dossier, le montant de la subvention accordée.
- d'autoriser Madame la Maire à signer avec la MEL la convention afférant à ce fonds de concours
- d'autoriser Madame la Maire à solliciter tout autre financement qui pourrait se présenter
- dit que les dépenses du programme seront inscrites au budget primitif 2024.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'Unanimité, ADOPTE.

ZAER – ZONES D'ACCÉLÉRATION DES ENERGIES RENOUVELABLES – BILAN DE LA CONCERTATION ET IDENTIFICATION DES ZONES

Monsieur Emilien DEBAECKE, conseiller délégué à l'énergie, rappelle au Conseil municipal que 6 zones d'accélération des énergies renouvelables ont été identifiées sur la commune et présentées au Conseil municipal par délibération n° 2024-0009/8.8 du 8 février 2024. Celui-ci a arrêté ces propositions de zones et a conformément à la loi du 10 mars 2023, mis à la consultation du public ces propositions sur le site de la commune dès le 19 février 2024, lancé une consultation publique par voie électronique du 19/02/2024 au 19/03/2024 à l'adresse : concertation.zaer@quesnoysurdeule.fr et organisé le 20 mars 2024 une réunion publique d'information et d'échange sur ces propositions.

Pour rappel, les zones concernées sont les suivantes :

1 – L'écluse : la chute d'eau de l'écluse sur la Deûle représente un potentiel non négligeable de production d'hydro-électricité avec l'installation d'une turbine (chute d'eau de 3,50 m et un débit moyen annuel de 10m³ /sec pour une puissance estimée à 210 MWh/an)

2 - la zone de la Bergerie secteurs en Audm, ainsi que les zones d'activités Val de Deûle 1 et 2, le foncier communal et métropolitain autour de la salle Festi'Val et les parcelles agricoles propriétés de la CCI et de la Métropole Européenne de Lille. Sur ce territoire, un projet de champ solaire est déjà en cours d'étude (parcelle à l'arrière de la salle Festi'Val frappée d'une servitude d'utilité publique associée à la présence d'un dépôt de gypse et de la nécessaire gestion de sa toxicité)

Les parcelles, situées en zone agricole, dans ce secteur peuvent représenter une opportunité d'implantation d'une unité de méthanisation dont la faisabilité reste à étudier.

3 - le secteur de la rue de la Prévôté avec ses bâtiments artisanaux, commerciaux et leurs parkings, sont de nature également à recevoir des installations de production d'énergie solaire.

4 - Un secteur en centre-ville intégrant le complexe sportif, le supermarché Carrefour Market, l'EPHAD « Les lys blancs », la Maison d'Enfants, l'école Sainte Marie et le restaurant scolaire Saint Vincent. La ville, propriétaire du complexe sportif va installer des panneaux photovoltaïques sur une salle de tennis. Les autres équipements, tous voisins, ont eux aussi des toitures importantes et bien orientées et/ou un parking susceptible de faire l'objet d'installations solaires.

5 - Le secteur qui reste à aménager des phases 3 et 4 de l'Ange Gardien. Ce secteur est déjà classé comme secteur de performance énergétique et environnementale renforcée (Speer) au projet du PLU3 en cours de finalisation. Il paraît pertinent que cette zone, non encore construite, fasse l'objet d'une étude sur l'instauration d'un mode de chauffage collectif performant prenant en compte soit la géothermie, soit la biomasse.

Les toitures des nouvelles constructions représenteront un potentiel d'installations solaires photovoltaïques.

6 – Dans le secteur agricole, a été pointé également le potentiel en matière d'énergie solaire que représente les toitures des bâtiments agricoles.

Les cartes de ces zones sont jointes à la présente délibération.

A l'issue de la concertation, il apparaît que très peu de personnes se sont exprimées sur ce sujet. Le bilan de la concertation est joint en annexe du présent projet de délibération soumis en débat du Conseil municipal.

M. Emilien DEBAECKE propose au Conseil municipal, suite à cette concertation :

1/ de définir comme zones d'accélération des énergies renouvelables de la commune de Quesnoy-sur-Deûle les zones et sources de production d'énergie renouvelable suivantes :

Zones 1, 3, 4, 5 et 6 comme décrits ci-dessus, en y ajoutant, en zone 6 les bâtiments industriels en zone agricole aux bâtiments agricoles

et de réduire la zone 2 aux secteurs Val de Deûle 1 et 2, Festi'Val et parcelles MEL sans y intégrer la parcelle 106 afin de protéger les zones naturelles et pour de l'énergie solaire uniquement.

2/ de valider la transmission de la cartographie de ces zones à la Métropole Européenne de Lille et à Monsieur le Préfet du Nord.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'Unanimité, ADOPTE.

ZONES D'ACCÉLÉRATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DE QUESNOY-SUR-DEÛLE

BILAN DE CONCERTATION

Suite à la délibération du 8 février 2024 présentant le projet et le soumettant à la concertation, les informations sur ces zones ont été mises en ligne le 19 février 2024 sur les outils de communication de la commune (site internet, page Facebook, newsletter, et panneau d'affichage devant la Mairie).

Un article sur le sujet a également été publié par la Voix du Nord le 10 février 2024.

Un dossier explicatif a été publié sur le site internet de la ville associé à des liens vers d'autres sites et outils de compréhension.

Des publications de rappel ont été faites sur tous les outils de communication de la ville pour annoncer la réunion publique du 20 mars (site internet, Facebook, newsletter).

L'information sur cette réunion a également été adressée par courrier à toutes les entreprises implantées sur les secteurs 2, 3, 4 et 5 avec de la documentation sur les obligations à venir en matière d'énergies renouvelables pour elles et l'accompagnement qui leur est proposé par la MEL en la matière.

Selon les retours disponibles de nos outils de communication :

- Pour la page Facebook :
 - 1058 personnes ont vu l'annonce du lancement de la concertation et 55 sont allées consulter le lien vers les documents du site internet
 - 782 ont vu l'annonce de la réunion publique du 20 mars dont 7 ont cliqué sur le lien vers le site.

- La newsletter : l'information a également été diffusée à 2 reprises dans une newsletter adressée aux 1500 abonnés-es.

L'adresse de concertation pour le dépôt des contributions des Quesnoysiens : concertation.zaer@quesnoysurdeule.fr a été ouverte du 19 février au 20 mars 2024 inclus.

3 contributions ont été faites sur cette adresse.

- Une première, au sujet de la zone 2 de la bergerie, signale que c'est un secteur en bord de Deûle qui pour partie participe à la stratégie des espaces naturels métropolitains pour développer la biodiversité. Ces secteurs font l'objet d'une réglementation protectrice au PLU et d'une gestion en faveur d'une renaturation. Pour le contributeur il n'y a pas de compatibilité entre un champ solaire et le développement de la biodiversité. Les espaces naturels étant très peu nombreux, il considère qu'il ne faut pas y installer de champ solaire et propose de réduire le projet à la seule parcelle AL104.
- La seconde contribution considère que la communication sur la concertation était insuffisante et sa durée trop courte. Le contributeur émet un avis favorable à la production d'énergie solaire dans les zones construites mais s'oppose à la suppression de terres agricoles pour des champs solaires. Il s'oppose également à un éventuel projet de méthanisation qui dégraderait le cadre de vie des habitants et pourrait générer des risques de pollution et de détournement d'une partie de la production agricole pour alimenter ces unités de méthanisation. Selon lui, la biomasse est également à rejeter car génératrice de pollution.
- La dernière contribution apporte des éléments d'information sur la capacité de production d'énergie du projet hydraulique, insistant sur l'intérêt d'une telle installation.

Pour la réunion publique du 20 mars, 38 personnes étaient présentes. Le bilan suivant a été dressé :

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION DE LA COMMUNE À LA MISE À DISPOSITION DU SERVICE DE « CONSEIL EN ÉNERGIE PARTAGÉ/ÉCONOME DE FLUX » PROPOSÉ PAR LA MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE – SIGNATURE DE LA CONVENTION

Monsieur Emilien DEBAECKE, Conseiller délégué à l'énergie rappelle que dans le cadre de son Plan Climat Air Énergie métropolitain (PCAET), adopté en février 2021, la MEL anime une palette d'outils financiers et techniques mise à disposition des communes du territoire métropolitain s'appuyant sur les trois piliers de la maîtrise de la demande en énergie – à savoir la sobriété, l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables.

Ainsi, les communes peuvent bénéficier :

- d'un soutien financier pour leurs investissements communaux au travers du fonds de concours dédié à la transition énergétique et bas carbone du patrimoine communal, du dispositif métropolitain de valorisation des Certificats d'économie d'énergie (CEE) et du Contrat de chaleur renouvelable territorial,
- d'une ingénierie qualifiée au travers de la mission de « Conseil en énergie partagé / Économe de flux », pour les communes de moins de 15 000 habitants ne disposant pas ou peu d'ingénierie interne ; ou encore du cadastre solaire.

En apportant un appui technique et financier, ces outils doivent permettre à l'ensemble des communes d'amplifier le nombre de chantiers performants engagés, tant dans le champ de la rénovation énergétique que de la production d'énergies renouvelables.

La ville de Quesnoy-sur-Deûle a adhéré au dispositif des conseillers en énergie partagée dès son démarrage en 2017.

Les conseillers ont pour principales missions d'accompagner et d'aider les communes dans :

- la réalisation préalable d'un état des lieux énergétique du patrimoine communal, en s'appuyant d'une part sur un inventaire détaillé de ce patrimoine et de ses caractéristiques, et d'autre part sur un bilan comptable des factures énergétiques de la commune ;
- l'adoption par chaque Conseil municipal d'un programme prévisionnel pluriannuel d'actions, défini avec le conseiller sur la base des préconisations formulées, des attentes politiques et des objectifs nationaux à atteindre ;
- la mise en œuvre de ce programme d'actions pluriannuel visant à réduire les consommations énergétiques tout en améliorant le confort des utilisateurs, cohérent avec les objectifs du Plan Climat Air Énergie métropolitain et les obligations nationales.

Le conseiller en énergie partagé a produit en 2018, un Rapport d'analyse de l'état des lieux énergétique et patrimonial de nos équipements avec une proposition de plan d'action dont une partie a été réalisée.
Ce bilan a été actualisé et affiné en 2020.

Depuis, le conseiller en énergie partagé :

- a permis de mobiliser et valoriser des certificats d'économie d'énergie sur des changements de chaudières, des actions de calorifugation, le passage en led de l'éclairage public
- assure le suivi et la synthèse de nos consommations de fluides
- participe au bilan annuel du contrat de maintenance de chauffage
- nous a aidé à constituer les dossiers de demande de subvention auprès de la MEL pour la toiture solaire de Festi'Val, l'isolation des combles et le passage en Led des classes de Jules Ferry, le passage en led de tout notre éclairage public et des éclairages des terrains de football et de tennis
- suit avec nous les dossiers suivants :
 - l'amélioration des performances énergétiques du bâtiment « mairie » avec l'attribution d'une subvention sur l'audit énergétique mené dans le cadre du programme ACTEE de la Fédération nationale des collectivités concédantes et énergies
 - le champ solaire à l'arrière de la salle Festi'Val
 - la centrale hydroélectrique sur l'écluse
- nous a présenté en juin 2020, le décret tertiaire qui impose des améliorations de performances énergétiques pour les bâtiments tertiaires d'une surface supérieure à 1 000 m² afin de réduire massivement les consommations d'énergie finale (- 40% en 2030, - 50% en 2040 et enfin - 60 % en 2050). Un travail de mise en ligne de nos consommations sur ce dispositif État est depuis fait par le CEP dans le cadre de la démarche OPERA.

Le 16 avril 2024, le Conseil métropolitain va fixer les modalités techniques, juridiques et financières de mise à disposition du service de conseil en énergie partagé dans le cadre de la 3ème vague d'adhésion. Ce service est mis à disposition des communes adhérentes à compter du 1^{er} juin 2024 pour une durée de 3 ans, via l'adoption d'une convention de mise à disposition de service conclue avec la MEL, selon l'article L.5211-4-1 du CGCT. La convention actuelle se terminera fin mai 2024.

À ce jour, 53 communes ont adhéré à cette mission. Mise en œuvre par 5 conseillers en énergie partagés, cette offre de service représente un réel outil d'aide à la décision, pour les communes qui leur permet d'affiner la connaissance de leur patrimoine, d'identifier et de mettre en œuvre un panel d'actions visant à en optimiser sa gestion énergétique, de qualifier davantage les projets engagés et de faire évoluer leurs pratiques internes liées à l'élaboration des projets de rénovation.

Les communes adhérentes financent en partie ce service, à hauteur de 1 € par habitant par an, en se basant sur le dernier recensement effectué par l'INSEE disponible à la date de la signature de la Convention de mise à disposition de service. La MEL apporte également un appui au déploiement de ce service, dans le cadre de sa compétence énergie et de son rôle de chef de file à ce sujet. En complément, la MEL est lauréate du Fonds Chêne animé par la FNCCR, et bénéficie à ce titre d'une subvention, entraînant ainsi une évolution de l'appellation des conseillers pour devenir « Conseiller en énergie partagé – Économe de Flux ».

Monsieur Emilien DEBAECKE, Conseiller délégué à l'énergie, après avis favorable de la commission « Qualité de ville » réunie le 18 mars 2024, propose au Conseil municipal :

- de renouveler son adhésion au service de « Conseil en énergie partagé / Économe de flux » ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits ouverts, dans la limite des crédits votés au budget ;
- d'autoriser Madame la Maire à signer avec la Métropole européenne de Lille la convention de mise à disposition de ce service.

Le conseil, après en avoir délibéré, à l'Unanimité, ADOPTE.

RÉTROCESSION DU RÉSEAU D'ÉCLAIRAGE PUBLIC DE LA ZONE D'ACTIVITÉ DE LA PRÉVÔTÉ POUR TRANSFERT DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Monsieur Emilien DEBAECKE, conseiller délégué à l'énergie, expose au conseil municipal que la commune de Quesnoy-sur-Deûle exerce la compétence de gestion de l'éclairage public. L'aménagement de la zone de la Prévôté est terminé et la Métropole Européenne de Lille est en cours de reprise des voiries et équipements.

Parallèlement, il est nécessaire que la commune reprenne dans son patrimoine les éclairages publics mis en place.

Ce réseau d'éclairage public se compose de 15 lanternes City Soul de 100 W sur des mâts de 7 mètres : 9 rue des Quatre Bonniers, 6 rue de l'Avenir et 1 mât avec un éclairage led solaire rue de la Briqueterie. Le réseau est alimenté par l'armoire d'éclairage public située rue de la Prévôté.

Monsieur Émilien DEBAECKE, conseiller délégué à l'Énergie, après avis favorable de la Commission « Qualité de ville » en date du 18 mars 2024, propose au Conseil municipal :

- d'autoriser la reprise, par la commune, du réseau d'éclairage public de la zone d'activité Prévôté tel que décrit ci-dessus
- d'autoriser Madame la Maire à signer tous les documents nécessaires à cette rétrocession
- d'intégrer à l'état d'actif de la commune ce réseau d'éclairage public

Monsieur Pascal DUFOUR ne prend pas part au vote de cette délibération, ayant été l'aménageur de cette zone d'activité.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'Unanimité, par 28 voix pour, ADOPTE.

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'OFFICE MUNICIPAL D'ANIMATION, DE CULTURE ET DE LOISIRS - OMACL

Madame Catherine MILLE, Adjointe à l'animation de la vie locale et associative et à la communication, expose au Conseil municipal qu'après 31 ans d'activité au sein de l'association, l'animateur de l'OMACL a fait valoir ses droits à la retraite au 1^{er} mars 2024.

Son employeur, l'Office Municipal d'Animation, de Culture et de Loisirs – OMACL, doit lui verser une indemnité de départ à la retraite d'environ 20 000 €. La trésorerie disponible de l'association n'était pas suffisante pour couvrir ce besoin, aussi l'OMACL a sollicité le soutien de la ville.

Après étude du dossier et après avis favorable de la Commission « Animation et dynamique locales », réunie le 18 mars 2024, Madame Catherine MILLE propose au Conseil municipal :

- de verser à l'Office Municipal d'Animation, de Culture et de Loisirs - OMACL une subvention exceptionnelle de 10 000 €
- dit que les crédits seront inscrits au budget primitif 2024 – compte 65748

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'Unanimité, ADOPTE.

ADHÉSION À LA PRESTATION DE CONSEIL EN MATIÈRE D'ALLOCATION DE CHÔMAGE PROPOSÉE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU NORD

Monsieur Gérard GUIBERT, adjoint à l'administration générale, au personnel, au marché et à la propreté urbaine, explique qu'en application du statut de la fonction publique territoriale, les collectivités ne cotisent pas à l'assurance chômage.

Cependant, en cas de privation involontaire d'emploi pour invalidité notamment, elles doivent une allocation d'aide au retour à l'emploi en vertu de l'article L 5424-1 du Code du travail.

L'attribution de cette aide nécessite un travail administratif spécialisé, en lien avec France Travail, tout le long de l'indemnisation de l'ancien agent, pour lequel le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord propose une prestation adaptée. Cette prestation a un coût, lorsqu'elle est activée pour un agent, de :

- 150 € d'ouverture de dossier par agent
- puis de 50 € et 15 € en cas de besoin d'actualisation de données
- et de 20 € mensuel lorsqu'il y a cumul de l'allocation avec des activités salariales réduites de l'ancien agent.

Elle permet ainsi de calculer la somme due à l'agent en fonction de sa situation.

En conséquence, compte tenu du besoin de la commune de répondre à ce genre de situation, Monsieur Gérard GUIBERT, propose au Conseil municipal, après avis favorable de la commission « moyens généraux » en date du 19 mars :

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la réglementation UNEDIC (Union Nationale Interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) relative à l'assurance chômage,

Vu la délibération du conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord en date du 15 avril 2021 relative à la mise en place d'une prestation de conseil en matière d'allocation de chômage pour les collectivités du Département du Nord,

- d'autoriser Madame la Maire à signer la convention relative à l'adhésion à la prestation de conseil en matière d'allocation chômage proposée par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget 2024 – Compte « autre personnel extérieur » 6218 au chapitre 12.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'Unanimité, AUTORISE Madame la Maire à signer la convention relative à l'adhésion à la prestation de conseil en matière d'allocation chômage proposée par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord

APPLICATION DE LA LOI N° 2021-1109 DU 24 AOÛT 2021, DITE « LOI CONTRE LE SÉPARATISME » AUX CONTRATS DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC EN COURS – AVENANT AUX CONTRATS DE CONCESSION DE LA VILLE DE QUESNOY-SUR-DEÛLE

Le présent rapport a pour objet d'établir des avenants aux contrats de concession de la Ville de Quesnoy-sur-Deûle, conformément aux obligations introduites par la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

1. Contexte

L'article 1-II de la loi n° 2021-1109 confortant le respect des principes de la République, dite « Loi contre le séparatisme » du 24 août 2021 dispose que :

Il. - Lorsqu'un contrat de la commande publique, au sens de l'article L. 2 du code de la commande publique, a pour objet, en tout ou partie, l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public. Les clauses du contrat rappellent ces obligations et précisent les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre et faire cesser les manquements constatés.

Ces dispositions s'appliquent aux contrats en cours au 25 août 2021, et dont le terme intervient après le 25 février 2023 et doivent faire l'objet d'un avenant aux contrats de concession concernés avant le 25 août 2022.

Sont concernés les contrats de concession de service public relatifs :

- A la gestion déléguée du service de mise en fourrière et destruction automobile

2. Avenant n° 1 au contrat de concession de service public relatif à la gestion déléguée du service de mise en fourrière et destruction automobile

Le contrat de CSP conclu avec la SARL D.BUISINE relatif à la gestion déléguée du service de mise en fourrière et destruction automobile en vigueur omet de prévoir une clause relative au respect du principe de laïcité dans son article 3 – Conditions administratives d'exploitation.

Cet article doit être complété selon les dispositions de l'article 1 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, publié le 25 août 2021 au Journal Officiel.

Ainsi, l'avenant n° 1 au Contrat de DSP Fourrière proposé prévoit des clauses portant sur :

- un rappel des obligations définies par la « loi contre le séparatisme »,
- la signature par le Concessionnaire du contrat d'engagement républicain,
- une description des modalités mises en œuvre par le Concessionnaire pour veiller au respect des principes de la République,
- une description des modalités mises en œuvre par le Concessionnaire pour permettre aux usagers du service public délégué de signaler tout manquement à ces principes,
- les modalités de contrôle du Concessionnaire par la Ville,
- les sanctions applicables en cas de manquement du Concessionnaire au respect des principes de la République.

L'avenant n° 1 n'a aucune incidence financière sur le contrat de concession en cours.

Aussi, l'avis préalable de la Commission de délégation de service public (CDSP) n'est pas requis.

Le Conseil Municipal est invité à :

- se prononcer sur l'avenant n° 1 au contrat de concession de service public relatif à la gestion déléguée du service de mise en fourrière et destruction automobile,
- autoriser Madame la Maire, ou son représentant, à signer ledit avenant.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'Unanimité,

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION DE LA COMMUNE À LA MISE À DISPOSITION DU SERVICE DE « CONSEIL EN ÉNERGIE PARTAGÉ/ÉCONOME DE FLUX » PROPOSÉ PAR LA MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE – SIGNATURE DE LA CONVENTION

Monsieur Emilien DEBAECKE, Conseiller délégué à l'énergie rappelle que dans le cadre de son Plan Climat Air Énergie métropolitain (PCAET), adopté en février 2021, la MEL anime une palette d'outils financiers et techniques mise à disposition des communes du territoire métropolitain s'appuyant sur les trois piliers de la maîtrise de la demande en énergie – à savoir la sobriété, l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables.

Ainsi, les communes peuvent bénéficier :

- d'un soutien financier pour leurs investissements communaux au travers du fonds de concours dédié à la transition énergétique et bas carbone du patrimoine communal, du dispositif métropolitain de valorisation des Certificats d'économie d'énergie (CEE) et du Contrat de chaleur renouvelable territorial,
- d'une ingénierie qualifiée au travers de la mission de « Conseil en énergie partagé / Économe de flux », pour les communes de moins de 15 000 habitants ne disposant pas ou peu d'ingénierie interne ; ou encore du cadastre solaire.

En apportant un appui technique et financier, ces outils doivent permettre à l'ensemble des communes d'amplifier le nombre de chantiers performants engagés, tant dans le champ de la rénovation énergétique que de la production d'énergies renouvelables.

La ville de Quesnoy-sur-Deûle a adhéré au dispositif des conseillers en énergie partagée dès son démarrage en 2017.

Les conseillers ont pour principales missions d'accompagner et d'aider les communes dans :

- la réalisation préalable d'un état des lieux énergétique du patrimoine communal, en s'appuyant d'une part sur un inventaire détaillé de ce patrimoine et de ses caractéristiques, et d'autre part sur un bilan comptable des factures énergétiques de la commune ;
- l'adoption par chaque Conseil municipal d'un programme prévisionnel pluriannuel d'actions, défini avec le conseiller sur la base des préconisations formulées, des attentes politiques et des objectifs nationaux à atteindre ;
- la mise en œuvre de ce programme d'actions pluriannuel visant à réduire les consommations énergétiques tout en améliorant le confort des utilisateurs, cohérent avec les objectifs du Plan Climat Air Énergie métropolitain et les obligations nationales.

Le conseiller en énergie partagé a produit en 2018, un Rapport d'analyse de l'état des lieux énergétique et patrimonial de nos équipements avec une proposition de plan d'action dont une partie a été réalisée.
Ce bilan a été actualisé et affiné en 2020.

Depuis, le conseiller en énergie partagé :

- a permis de mobiliser et valoriser des certificats d'économie d'énergie sur des changements de chaudières, des actions de calorifugation, le passage en led de l'éclairage public
- assure le suivi et la synthèse de nos consommations de fluides
- participe au bilan annuel du contrat de maintenance de chauffage
- nous a aidé à constituer les dossiers de demande de subvention auprès de la MEL pour la toiture solaire de Festi'Val, l'isolation des combles et le passage en Led des classes de Jules Ferry, le passage en led de tout notre éclairage public et des éclairages des terrains de football et de tennis
- suit avec nous les dossiers suivants :
 - l'amélioration des performances énergétiques du bâtiment « mairie » avec l'attribution d'une subvention sur l'audit énergétique mené dans le cadre du programme ACTEE de la Fédération nationale des collectivités concédantes et énergies
 - le champ solaire à l'arrière de la salle Festi'Val
 - la centrale hydroélectrique sur l'écluse
- nous a présenté en juin 2020, le décret tertiaire qui impose des améliorations de performances énergétiques pour les bâtiments tertiaires d'une surface supérieure à 1 000 m² afin de réduire massivement les consommations d'énergie finale (- 40% en 2030, - 50% en 2040 et enfin - 60 % en 2050). Un travail de mise en ligne de nos consommations sur ce dispositif État est depuis fait par le CEP dans le cadre de la démarche OPERA.

Le 16 avril 2024, le Conseil métropolitain va fixer les modalités techniques, juridiques et financières de mise à disposition du service de conseil en énergie partagé dans le cadre de la 3ème vague d'adhésion. Ce service est mis à disposition des communes adhérentes à compter du 1^{er} juin 2024 pour une durée de 3 ans, via l'adoption d'une convention de mise à disposition de service conclue avec la MEL, selon l'article L.5211-4-1 du CGCT. La convention actuelle se terminera fin mai 2024.

À ce jour, 53 communes ont adhéré à cette mission. Mise en œuvre par 5 conseillers en énergie partagés, cette offre de service représente un réel outil d'aide à la décision, pour les communes qui leur permet d'affiner la connaissance de leur patrimoine, d'identifier et de mettre en œuvre un panel d'actions visant à en optimiser sa gestion énergétique, de qualifier davantage les projets engagés et de faire évoluer leurs pratiques internes liées à l'élaboration des projets de rénovation.

Les communes adhérentes financent en partie ce service, à hauteur de 1 € par habitant par an, en se basant sur le dernier recensement effectué par l'INSEE disponible à la date de la signature de la Convention de mise à disposition de service. La MEL apporte également un appui au déploiement de ce service, dans le cadre de sa compétence énergie et de son rôle de chef de file à ce sujet. En complément, la MEL est lauréate du Fonds Chêne animé par la FNCCR, et bénéficie à ce titre d'une subvention, entraînant ainsi une évolution de l'appellation des conseillers pour devenir « Conseiller en énergie partagé – Économe de Flux ».

Monsieur Emilien DEBAECKE, Conseiller délégué à l'énergie, après avis favorable de la commission « Qualité de ville » réunie le 18 mars 2024, propose au Conseil municipal :

- de renouveler son adhésion au service de « Conseil en énergie partagé / Économe de flux » ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits ouverts, dans la limite des crédits votés au budget ;
- d'autoriser Madame la Maire à signer avec la Métropole européenne de Lille la convention de mise à disposition de ce service.

Le conseil, après en avoir délibéré, à l'Unanimité, ADOPTE.